

Avant-propos

Lorsque les travailleurs obtinrent les congés payés, les organisations sociales ont voulu répondre à cette nouvelle donne en promouvant le **tourisme social**. Des vacances chères ne sont, en effet, pas à la portée de tous. L'intense développement du secteur touristique, avec ses baisses de prix agressives, ont cependant mis la pression sur ce tourisme alternatif (p. 1.) En cette veille de vacances, vous trouverez également la **liste des produits** que vous pouvez emporter librement par-delà les frontières (p. 3).

Dans les numéros précédents, nous vous avons présenté les trois nouveaux membres de l'Union: ce mois-ci, un portrait du pays qui, finalement, a décidé de ne pas la rejoindre: la **Norvège** (p. 5).

Les journaux anglais estiment que l'Europe se perd dans toutes sortes de détails, comme la courbure des concombres et des bananes. C'est amusant, mais le problème est ailleurs: voyez ce qu'il en est de la **"guerre de la banane"** (p. 4).

Depuis le traité de Maastricht, la **culture** n'est plus le parent pauvre au sein de l'Union européenne. Des exemples sont là pour le prouver (pp. 8-9).

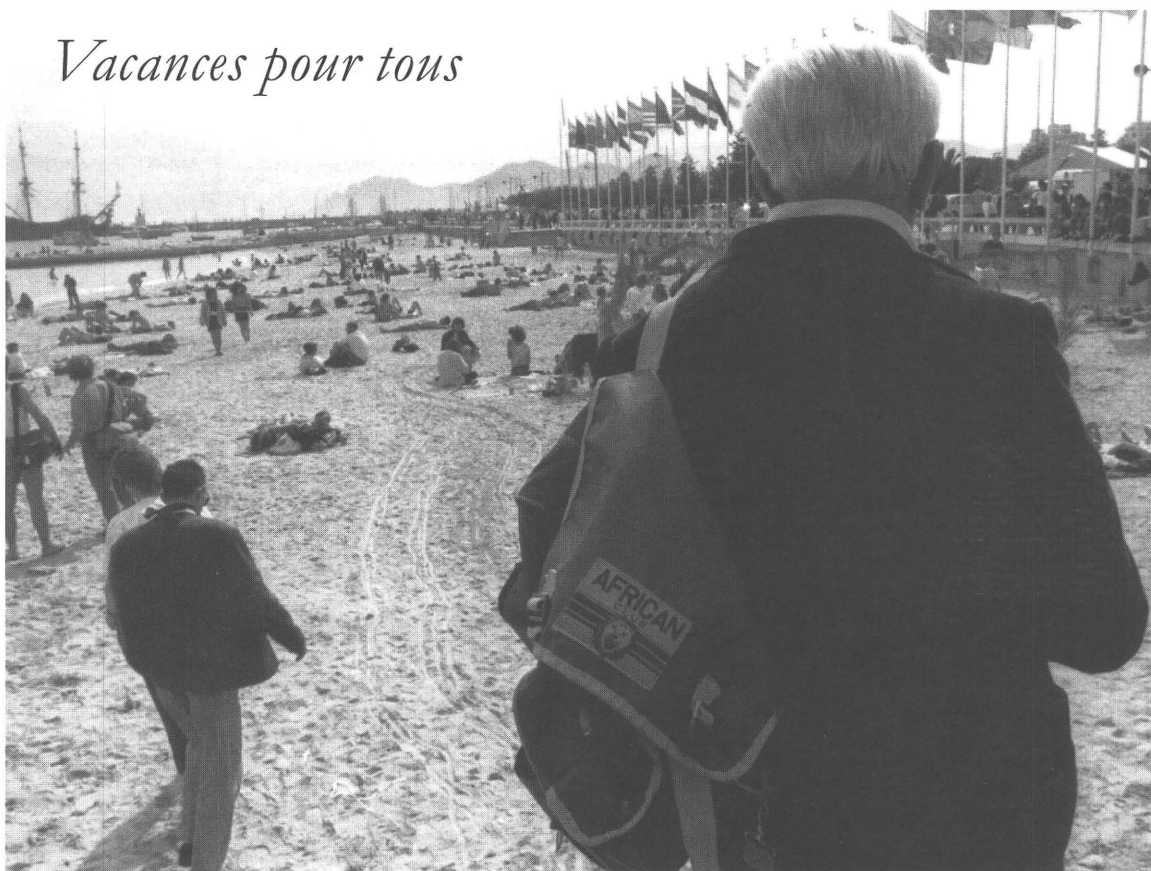
Suite au rapport annuel de l'Observatoire européen pour les **Petites et moyennes entreprises**, le commissaire Papoutsis souligne leur rôle vital dans la relance de l'économie (p. 10).

Silvana Panciera est une immigrée d'origine italienne, entre-temps naturalisée. Depuis déjà de nombreuses années, elle s'implique pour la cause de l'intégration des immigrés. Aussi, elle a été proposée l'an passé comme candidate belge au prix Femmes d'Europe (pp. 6-7).



J.F. van den Broeck
Directeur du Bureau en Belgique
de la Commission européenne

Vacances pour tous



© Bernard Boccara

Tourisme social: une autre façon de voyager

On l'appelle "tourisme social". "Social" parce que conçu pour être accessible à tous, et surtout aux populations autrefois délaissées par les circuits classiques du tourisme commercial. Mais il garde toujours ses inconditionnels.

Le tourisme social englobe l'ensemble des formules offertes par les associations, coopératives, syndicats, mutualités et autres organismes préoccupés par un tourisme à la portée de tous. Familles, jeunes, 3^{ème} âge ou personnes handicapées se voient ainsi offrir l'occasion de partir en vacances à un moindre coût.

Est-ce à dire qu'il s'agit là d'un tourisme "de seconde classe"? Non, plutôt d'une philosophie. Car si le tourisme social propose une série de produits offerts habituellement par le

tourisme commercial (circuits-découvertes, vacances en camping, séjours clubs), ses principes diffèrent totalement. Ainsi, on y cultive les valeurs de convivialité, de solidarité, d'effort, d'altruisme et d'ouverture. En proposant également des produits non repris par le tourisme commercial (séjours avec stages, ateliers, chantiers, activités philanthropiques, etc) ou en s'adressant à des personnes qui nécessitent des prestations différentes (personnes âgées ou handicapées), le tourisme social se démarque nettement du tourisme commercial. ►►



Ludo Vandecruys © Fotoklub SAB

Pour en savoir plus...

- Commission européenne: "Les différentes notions du tourisme social: l'évolution de l'offre et de la demande", Luxembourg, 1994.
- Le Bureau International du Tourisme Social (BITS) a publié un répertoire des installations de tourisme social dans 7 pays européens, dont la Belgique. Il consacre 80 pages aux centres situés en Flandre, en Wallonie et dans la région bruxelloise. **BITS**, 63 rue de la Loi - 1040 Bruxelles. Tél: 02/230 75 30.

►► Il n'empêche: il souffre directement de sa concurrence. Alors que les subventions publiques fondent comme neige au soleil, les agences de voyage et organisations spécialisées dans le tourisme de masse pratiquent des prix toujours plus bas, qui concurrencent directement les tarifs proposés par les organismes de tourisme social. Quant à ces derniers, tout en proposant des séjours et circuits à l'étranger plus nombreux qu'auparavant, ils ont également redéfini le contenu de leurs prestations, dans un sens qui les rapproche du tourisme commercial. Si des différences persistent, ces deux

approches demeurent complémentaires plus que concurrentes. Le tourisme social contribue, par exemple, à favoriser la fréquentation de régions souvent délaissées par le secteur marchand, ce dernier optant plutôt pour des destinations déjà surexploitées. Et même si les agences de voyage pratiquent des prix avantageux, les organismes de tourisme social disposent encore d'un avantage compétitif grâce à l'emploi d'un personnel peu coûteux (souvent des bénévoles) et en renonçant au caractère ostentatoire du tourisme. Enfin, en se fondant sur des valeurs sociales, il offre cette plus-value qui lui vaut son succès... □

A lire avant de boucler ses valises...

Puis-je passer la frontière avec autant de cigarettes et d'alcools que je veux?

Pour les cigarettes et les alcools, les limites quantitatives sont abolies. Les Etats membres se réservent néanmoins le droit de vérifier que les produits circulant sur leur territoire sont seulement destinés à un usage personnel et non à être revendus.

Pour ce faire, les niveaux indicatifs ci-après peuvent être considérés comme un élément de preuve permettant à vos autorités de juger que vos achats sont bien destinés à vos besoins personnels:

800 cigarettes • 400 cigarillos • 200 cigares • 1 kg de tabac • 10 litres d'alcool • 20 litres d'apéritif • 90 litres de vin dont 60 litres de vin mousseux (respectivement 45 et 30 litres en Irlande) • 110 litres de bière (55 litres en Irlande).

Même si vous transportez des quantités supérieures de ces produits, vous ne devrez rien acquitter dans l'Etat membre où vous résidez, s'il est prouvé qu'elles sont destinées à vos besoins personnels: par exemple dans le cas d'un mariage ou d'une fête de famille.

L'instauration de ces nouvelles règles est reportée au **Danemark**: pour ceux qui se déplacent dans ce pays, il faudra, jusqu'au 31 décembre 1996, se limiter aux franchises suivantes: 300 cigarettes, 150 cigarillos, 400 grammes de tabac à fumer et 1,5 litre de boissons spiritueuses.

Finlande et Suède: pour ceux qui se déplacent en Finlande ou en Suède, il faudra, jusqu'au 31 décembre 1996, se limiter aux franchises suivantes: 300 cigarettes, 150 cigarillos, 75 cigares, 400 grammes de tabac à fumer, 1 litre de spiritueux, 3 litres de produits intermédiaires et vins mousseux, 5 litres de vins tranquilles, 15 litres de bière.

Les tax-free shops vont-ils disparaître?

L'abolition des frontières entre les Etats membres de l'Union européenne implique qu'il n'y a plus d'exonérations fiscales liées au passage de ces frontières.

Dans les aéroports, les avions, les ferry-boats, et dans l'enceinte de l'un des deux terminaux d'accès au tunnel sous la Manche, les ventes hors taxes restent cependant encore possibles jusqu'au 30 juin 1999 pour les voyageurs se rendant d'un Etat membre à un autre. Ces ventes, qui doivent être contrôlées par les vendeurs, sont autorisées dans les limites suivantes:

Limites quantitatives: 200 cigarettes ou 100 cigarillos ou 50 cigares ou 250 g de tabac à fumer • 1 litre de spiritueux ou 2 litres de produits intermédiaires et vins mousseux • 2 litres de vin • 50 g de parfum • 0,25 litre d'eau de toilette.

Limite en valeur: 90 ECU: montant maximum pour l'achat d'autres articles.

Attention: les voyageurs âgés de moins de 17 ans ne bénéficient pas de franchises "tabacs" et "vins et alcools".

Et si je reviens d'un pays tiers?

Les marchandises contenues dans les bagages personnels de voyageurs entrant dans l'Union en provenance de pays tiers peuvent être importées en franchise de droits à l'importation, de TVA et des accises dans les limites suivantes, à condition qu'il s'agisse d'importations dépourvues de tout caractère commercial:

Limites quantitatives: Il s'agit des mêmes limites que celles reprises ci-dessus pour les ventes hors taxes.

Limites en valeur: 175 ECU (la valeur d'une marchandise ne peut pas être fractionnée).

Remarques:

1. Les Etats membres peuvent, pour les voyageurs âgés de moins de 15 ans, réduire cette franchise jusqu'à 90 ECU (seuls l'Allemagne, le Danemark, le Royaume-Uni et les Pays-Bas n'ont pas fait usage de cette possibilité).

2. Cette franchise est limitée à 75 ECU pour les voyageurs en provenance de la République Tchèque ou de la Pologne, de la Hongrie ou de la Slovaquie, entrant en Autriche ou en Allemagne par voie terrestre ou par voie maritime côtière.

3. Cette franchise s'élève à 600 ECU (150 ECU pour les moins de 15 ans) pour les voyageurs en provenance des Iles Canaries, Ceuta ou Melilla entrant en Espagne continentale et/ou dans les Iles Baléares.



Tourisme: un Livre vert

A l'initiative de Christos Papoutsis, commissaire européen responsable du tourisme, la Commission a adopté, début avril 1995, un **Livre vert** qui a pour objectif de provoquer une réflexion générale sur le rôle de l'Union européenne en matière de tourisme.

Le Livre vert présente 4 options.

La **première option** envisage une réduction du rôle de l'Union par rapport à la situation actuelle: le tourisme pourrait continuer à bénéficier de mesures élaborées au titre de différents domaines d'action communautaire sans faire l'objet d'un programme d'action spécifique.

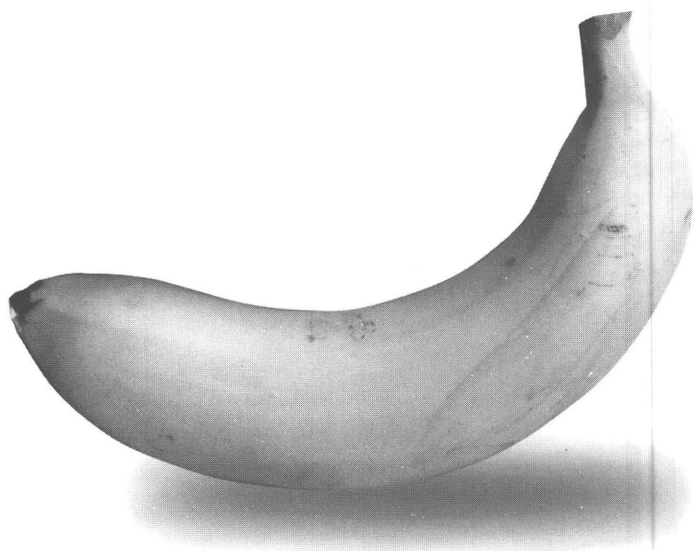
La **deuxième option** maintient le cadre et le niveau d'intervention actuels: un plan d'action communautaire en faveur du tourisme pour la période 1993-1995. Ce plan, malgré sa nature expérimentale, a le mérite de stimuler la concertation entre l'industrie et les milieux concernés, et pourrait le cas échéant être prolongé.

La **troisième option** propose le renforcement de l'action communautaire à partir du Traité existant, avec éventuellement un volet "tourisme" dans le cadre d'autres politiques.

La **dernière option** envisage une politique communautaire du tourisme, qui pourrait être fondée sur la coordination des différents niveaux de politiques du tourisme ou sur l'intégration des politiques ayant un impact sur le tourisme au niveau national et communautaire. Rappelons que le Traité sur l'Union européenne, signé le 7 février 1992 à Maastricht, reconnaît pour la première fois que l'action de l'Union européenne inclut des mesures dans le domaine du tourisme. De plus, il a prévu que la question de l'introduction dans le Traité d'un titre relatif au tourisme puisse être examinée par la Conférence intergouvernementale de 1996, à partir d'un rapport de la Commission au Conseil.

Tous ceux qui sont concernés par le tourisme sont invités à faire part à la Commission, **AVANT LE 30 JUIN 1995**, de leurs observations sur les aspects traités dans le rapport et, plus particulièrement, sur le rôle que pourrait jouer l'Union européenne en matière de tourisme.

Adresse: Commission européenne - Direction générale XXIII, "Livre vert Tourisme" - 200 rue de la Loi - B - 1049 Bruxelles.



La banane vaut-elle une guerre?

Ce délicieux fruit jaune divise le monde et l'Europe depuis deux ans. Les histoires de goûts et de gros sous s'y transforment en un mélange explosif.

PRIX EUROPÉENS D'URBANISME ET D'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le concours européen d'urbanisme et d'aménagement du territoire organisé par la Commission européenne est le plus important en Europe. Cette année, sur plus de 300 candidatures présentées, trente collectivités locales et régionales se sont vu décerner des prix. Parmi les lauréats du concours d'urbanisme figure la petite ville antique de Matera, dans le sud de l'Italie. La politique de planification qui y a été menée a permis non seulement de rénover les bâtiments, mais aussi de créer des emplois et d'apporter une certaine prospérité. Le prix de l'aménagement du territoire a quant à lui été décerné à la ville française de Lyon et au conseil régional du Lancashire (Royaume-Uni). Dans la catégorie de l'aménagement transfrontalier, aucun gagnant incontesté ne s'est dégagé, mais la zone de Maastricht-Heerlen-Aix-la-Chapelle-Liège-Hasselt-Genk, commune aux Pays-Bas, ○ ○ ○

Le dossier du commerce de la banane n'en finit pas de diviser l'Union européenne. Allemands, Français, Belges et Américains y défendent des intérêts financiers que ne laisse pas soupçonner l'image exotique de ce fruit.

Bref rappel: au nord de l'Europe, les Etats membres ont l'habitude de consommer des bananes d'Amérique latine, jugées de meilleure qualité et moins chères. Par contre, les Européens du sud accordent une certaine préférence aux bananes issues soit de productions nationales (Martinique, Madère, les Açores, Caraïbes anglophones, ...), soit des pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique).

Une "Organisation Commune du Marché de la Banane" (O.M.C.B.) créée par l'Union européenne en juillet 1993, a limité les importations de "bananes dollars" en provenance des pays d'Amérique Latine afin de protéger la production communautaire et les pays ACP, liés à l'Union par la Convention de Lomé. "Ces "bananes dollars" se sont vues frappées d'une taxe douanière de 100 ECU la tonne (4FB/Kg) jusqu'à un quota de 2,1 millions de tonnes, puis de 850 ECU si les importations dépassaient ce chiffre (32 FB/Kg). C'est l'Allemagne qui a le plus ressenti la modification de ce marché: les prix de la banane y ont augmenté de 50%! Une hausse due à la suppression du régime spécial qui permettait à ce pays d'importer depuis 1957 des bananes américaines en quantités illimitées sans droits de douane.

Or, cette dérogation concédée au moment de la signature du Traité de Rome n'était plus

tenable dès l'entrée en vigueur du Marché unique. En effet, grâce à l'ouverture des frontières, toute banane importée sans droits de douane en Allemagne risquait de prendre le chemin d'autres pays d'Europe et d'y casser le marché des bananes européennes. Le marché unique a donc mis fin aux avantages allemands. La Belgique se plaint aussi de ces limitations imposées aux bananes américaines. Celles-ci étaient traditionnellement débarquées à Anvers avant d'inonder l'Europe. Cette chute des importations est un coup dur pour le port de l'Escaut.

Chiquita, Bonita et les autres grandes multinationales américaines se sentent forcément lésées. De fait, elles ont largement investi dans les pays d'Amérique latine en tablant sur un accès équitable au marché européen, qui pèse entre 200 et 250 milliards de francs par an. Leurs espoirs ont été déçus. Quant aux Sud-américains, ils ont accusé l'Europe de reprendre indirectement l'aide qu'elle leur accordait pour leur développement.

Pour mettre fin à cette situation conflictuelle et diviser le front des opposants, les Quinze ont conclu en février 1994 un arrangement avec la Colombie, le Costa Rica, le Nicaragua et le Venezuela. Ils ont augmenté les quotas sud-américains pour calmer un peu les appréhensions de ces pays.

Mais l'Allemagne, à coups de recours devant la Cour européenne de Luxembourg, et les Etats-Unis, par des menaces de représailles commerciales, sont loin de désarmer... Ce débat mondial se déplace désormais au niveau de l'Organisation mondiale du commerce (qui remplace le GATT). L'Europe devra se méfier de cette image d'"affameurs de pauvres" que lui colleront ses détracteurs et qui fera le délice des "euroseptiques".

G.V.

Autriche, Finlande et Suède ont rejoint l'Union européenne. Les Norvégiens, eux, restent en-dehors, même s'ils font tout pour éviter l'isolement.

Norvège: les affres de l'isolement

Le Premier ministre norvégien, Madame Gro Harlem Brundtland, avait averti ses compatriotes: si ces derniers décidaient de rejeter l'adhésion à l'Union européenne, la frontière suédoise deviendrait "un gigantesque centre commercial". Sa prédiction se réalise de manière spectaculaire: depuis le début de l'année, les Norvégiens, restés en dehors de l'Union, se ruent sur la Suède, pays qui a rejoint l'Europe communautaire et qui a réduit de moitié le taux de TVA de certains de ses produits. Viande, fromage, confiture, alcool ou tabac sont moins chers que chez eux, et en quelques semaines, le commerce transfrontalier a augmenté de plus de 50%!

Du coup, l'inquiétude gagne les autorités de nombreuses villes du pays, qui craignent de voir leur tissu commercial s'effondrer. Pris de court, le gouvernement cherche le moyen de réformer sa politique agricole. Du jour au lendemain, les produits agroalimentaires norvégiens se sont retrouvés assujettis à des droits de douane parfois prohibitifs. Oslo mesure ainsi les conséquences de l'apparition d'une nouvelle frontière qui sépare désormais la Norvège de ses voisins, la Finlande et la Suède: la frontière extérieure de l'Union européenne.

Lors du référendum du 28 novembre dernier, 52,2% des Norvégiens avaient dit non à l'entrée dans l'Union. Epargnés dans une large mesure par la crise, dotés d'impressionnantes richesses naturelles -zone de pêche quasi miraculeuse, forêts immenses, abondantes réserves pétrolières et gazières-, ils n'ont pas souhaité descendre de leur petit nuage. Ils n'avaient pas davantage d'angoisses sécuritaires: Oslo a, dans la région, la singularité d'appartenir à l'Otan. Le seul mot d'"union" a, dès lors, effarouché la population. Très attachée à une indépendance acquise seulement en 1905, elle y a peut-être vu un rappel de la longue période de domination du Danemark, puis de la Suède.

En spectateurs

La Norvège a cru également, comme en 1972 lors du premier référendum d'adhésion, qu'il existait une alternative. Mais l'Association européenne de libre-échange (AELE) n'offre plus à la Norvège que la compagnie



Edvard Munch:
Mädchen auf
der Brücke, 1920.

de la Suisse, du Lichtenstein et de l'Islande, après que l'Autriche et les autres pays nordiques ont opté pour l'Union européenne. "Notre pays reste en marge du seul organe de coopération européen efficace et tangible", déplore «Aftenposten», le premier quotidien du pays. «Nous prenons place parmi les spectateurs et non parmi les acteurs, renchérit un haut fonctionnaire norvégien. Nous ne pouvons être présents quand les Quinze discutent de politique extérieure, de droits de douane ou de politique énergétique, domaines qui nous concernent».

Néanmoins, Oslo s'active pour ne pas se retrouver au ban de l'Europe communautaire. Elle réclame un «dialogue rapproché» avec Bruxelles. Elle entend bien adhérer aux accords de Schengen, qui assurent la libre circulation des citoyens entre les pays membres. Enfin, elle tente de bénéficier d'un traitement de faveur dans le cadre de l'Espace économique européen (EEE), accord qui, depuis 1994, relie l'Union et l'AELE. Mais ce lobbying frénétique commence à irriter les dirigeants européens qui, assure un diplomate norvégien, "n'ont plus la volonté de consacrer du temps à des pays tiers qui ne figurent même pas parmi ceux qui frappent à sa porte".

O.R.

Forme de gouvernement:
monarchie parlementaire

Chef de l'Etat:
roi Harald V

Chef du gouvernement:
Mme Gro Harlem Brundtland

Langue: norvégien

Monnaie:
couronne norvégienne
(1 cour.= 4,5 BEF)

Superficie: 324.219 km²

Population (fin 1994):
4.347.000 hab.

Densité: 13 hab./km²

PIB 1994 (milliards de \$): 123

Balance commerciale 1994
(milliards de \$): 8,2

Taux de chômage (fin 1994):
4,7%



Notre voisine, cette Européenne

Silvana Panciera:

"Il faut construire l'Europe avec

Immigrée d'origine italienne fraîchement naturalisée, Silvana Panciera est la lauréate belge du Prix Femmes d'Europe. Une récompense pour son action en faveur de la citoyenneté européenne et de l'intégration des immigrés.

◦ ◦ ◦ à l'Allemagne et à la Belgique, a fait l'objet de commentaires très élogieux.

INFLATION: LÉGÈRE REMONTÉE

C'est toujours la France qui a le taux d'inflation le plus bas (1,7%), suivie de près par la Belgique et la Finlande (1,8%). Puis viennent le Luxembourg (2,2%) et le Danemark (2,3%). A 2,4%, on trouve l'Allemagne (de l'Ouest), l'Irlande, les Pays-Bas et l'Autriche, puis à 2,6% la Suède. Les autres pays membres se situent au-dessus de la moyenne de l'Union: 3,3% pour le Royaume-Uni, 4,3% pour l'Italie, 4,6% pour le Portugal, 4,8% pour l'Espagne et enfin 10,4% pour la Grèce.

L'inflation dans l'Union européenne reste nettement supérieure aux niveaux enregistrés chez ses grands concurrents, les États-Unis (2,7%) et le Japon (0,2%).

CHOMAGE: MÊME PROPORTION À QUINZE QU'À DOUZE

L'entrée de l'Autriche, de la Finlande et de la Suède dans l'Union européenne n'a pas fait bouger le taux de chômage: il s'éta-

"A l'évidence, il n'est pas aisé de communiquer cette image d'intégration européenne. L'Europe a une image fragile. Car il n'y a pas un rêve européen auquel les gens pourraient se raccrocher. Certes, l'Europe se construit, mais quand il faut la rêver, l'imaginer, ce n'est pas facile. Pourtant, l'idée même d'Europe provient d'un rêve, celui de fraternité. Bref, l'Europe a pris une telle place sur le plan institutionnel qu'on en a un peu oublié une question essentielle: quels peuples pour quel rêve?"

De l'Europe et de la citoyenneté européenne, Silvana Panciera pourrait parler pendant des heures. Et en toute légitimité: bien qu'inconnue du grand public, elle a obtenu le Prix "Femmes d'Europe" en 1994. De quoi s'agit-il? Créé en 1987 et patronné par l'Union européenne, ce prix vise à rendre hommage à une (ou plusieurs) Européenne(s), ayant contribué, à leur façon, à l'intégration européenne. Anne-Marie Lizin (1987), Holde Lhoest (1989), Patsy Sorensen (1993) et Silvana Panciera (1994), pour en citer quelques-unes, ont ainsi été lauréates en Belgique. En Belgique, car toutes participent ensuite à l'élection européenne (regroupant les différents pays de l'Union plus la Pologne et la République Tchèque). En l'occurrence, le choix du jury s'est porté sur la Française Maren Sell.

Mais que vaut bien tant d'honneurs? Maren Sell a été récompensée parce qu'elle dirige une collection littéraire intitulée "Bibliothèque européenne". Sur le plan belge, Silvana Panciera, elle, a été distinguée pour son combat sur deux fronts: la construction de la citoyenneté européenne et l'Europe sociale. Docteur en sociologie, co-fondatrice et directrice du CASI-UO (Centre d'action sociale italien-Université ouvrière), une association

visant à intégrer les immigrés dans le milieu où ils vivent, l'Italienne Silvana Panciera débarque en Belgique en 1968. "J'avais 18 ans et je venais suivre des études de sociologie à l'Université de Louvain. En fait, je m'inscrivais dans la logique du programme Erasmus avant même sa mise sur pied."

Pour elle, le détonateur fut le mouvement qui agita les universités lorsqu'il fut question d'exiger des étudiants étrangers un certificat de bonne vie et moeurs. Ils prirent alors conscience des problèmes auxquels les immigrés étaient confrontés. Aussi eux, les étudiants privilégiés, furent plusieurs à vouloir se faire leurs interprètes. "Nous nous sommes dits qu'il ne suffisait pas de réfléchir, encore convenait-il d'agir. Comme nous étions Italiens, et donc plus portés par les questions d'immigration, nous avons canalisé notre énergie autour de ce thème."

A la rencontre des familles

Silvana Panciera et quelques autres quittent donc le campus pour s'installer dans un immeuble classé "taudis insalubre non améliorable" d'un quartier immigré de Bruxelles (à Cureghem). En 1971, le CASI-UO voyait le jour.

"Le rez-de-chaussée abritait un ancien café, raconte Silvana Panciera. Pendant des années, nous y avons tenu nos activités: école de devoirs, cours de langues, théâtre, assistance juridique,... Nous allions à la rencontre des familles, pour apprendre à connaître leurs besoins. Nous avons ainsi compris que tant qu'une personne aurait honte de sa condition, elle ne serait jamais capable de se faire entendre. La première chose était donc de redonner une identité culturelle et une valeur sociale à ces personnes. Tout ce travail s'effectuait bénévolement. Ce n'est qu'à la fin des années 70 que nous avons été

les immigrés!"

reconnus comme Centre d'éducation permanente. Pendant ce temps, nous continuions notre boulot: l'un comme imprimeur, un autre comme enseignant et, moi j'étais formatrice pour le consulat d'Italie."

Les activités du CASI-UO se réalisent via deux structures. La première est le programme d'éducation permanente; la seconde étant une expérience d'insertion socio-professionnelle. En 1979, des sociétés coopératives (garage, imprimerie) ont ainsi été créées. En 1983, s'ajoute une section de formation professionnelle spécialisée dans les nouvelles technologies (électronique, informatique, bureautique). Plus de 600 jeunes chômeurs peu scolarisés et de toutes nationalités ont déjà profité de cette dernière structure, baptisée COFTEN (Centre d'orientation et de formation) et membre depuis 1991 du réseau européen Eurotecnet.

Construire l'avenir ensemble

Pour Silvana Panciera, il s'agit là de la partie concrète de son engagement. Sa réflexion sur la condition de l'étranger la pousse désormais à s'interroger sur la question de la citoyenneté européenne. Comment, en maintenant les différences culturelles, faire de l'immigration un levier pour la construction de l'Europe? Tel est désormais son cheval de bataille.

"En Europe, l'Etat-providence est une réalité. On ne laisse personne mourir en rue sans que cela déclenche un scandale. La personne humaine a de l'importance. Pourtant, l'Europe en tant qu'institution ne dit rien sur les questions d'immigration. De la sorte, je crois qu'elle passe à côté de la question cruciale d'une identité commune à tous ceux qui l'habitent. En effet, tant qu'on se basera sur le critère de nationalité, l'Europe ne sera que le renforcement d'un certain nombre d'Etats-nations. On ne sera



Marcel Van Hulst

Européen que si on a la nationalité d'un Etat européen. C'est dangereux. Plutôt que de se focaliser sur l'idée de nation, il faudrait d'abord prendre en compte la réalité des citoyens. Ainsi, toute personne habitant en Europe depuis x années devrait être considérée comme un Européen et bénéficier des droits liés à la citoyenneté européenne. Tel serait le meilleur geste d'intégration. L'avenir doit d'ailleurs se construire ensemble, entre tous les citoyens. Car ce n'est qu'à partir de valeurs communes, que l'on pourra commencer à rêver européen."

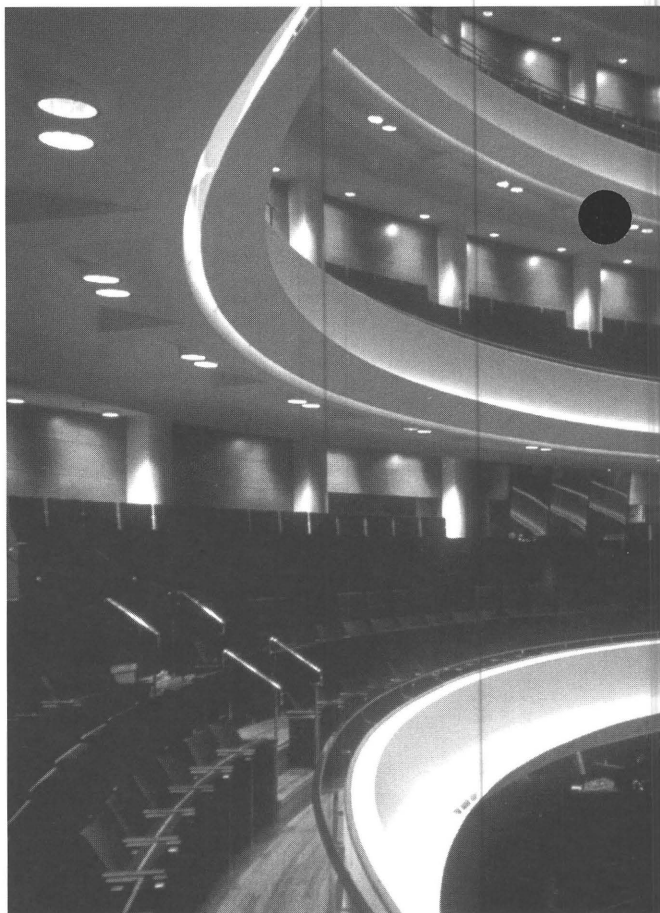
Pour pouvoir participer réellement à la vie du pays, Silvana Panciera a été contrainte de demander la nationalité belge. Elle vient de l'obtenir, après 6 longues années de patience...

S.Kz

blissait à 11% en février, aussi bien dans l'ancienne Union à douze que dans l'actuelle Europe des quinze, où il n'a pas varié depuis novembre. C'est ce qu'indique Eurostat, l'office statistique européen, en présentant les premières données sur le chômage pour l'Union élargie. Dans l'Europe des Quinze comme dans celle des Douze, c'est l'Espagne qui détient le triste record du chômage avec 23,5%, mais c'est désormais la Finlande (17,9%) et non plus l'Irlande (14,8%) qui arrive en deuxième position. Avec 9,1%, la Suède a un chômage inférieur à la moyenne européenne et proche de celui du Danemark (9,3%).

Culture, mon beau souci

La culture n'est plus le parent pauvre de la politique européenne! Malgré une équipe restreinte, les initiatives sont nombreuses. Et les résultats tangibles.



L'Opéra d'Helsinki

◦ ◦ ◦ Quant à l'Autriche, elle ne dispose pas encore de chiffres pleinement comparables à ceux des autres Etats membres, mais on sait néanmoins que son taux de chômage devrait se situer parmi les plus bas de l'Union.

REGIONS: CROISSANCE ET EMPLOIS AU RENDEZ-VOUS ?

Les programmes de développement régional soutenus par le budget européen devraient créer des millions d'emplois dans les zones en retard de développement de l'Union européenne. Ils devraient faire naître environ un million d'emplois par an entre 1995 et 1999 dans l'ensemble des régions en cause - dites "de l'objectif 1" dans le jargon européen. Cette catégorie de régions, qui abrite quelque 70 millions de personnes, comprend la Grèce, l'Irlande et le Portugal

[suite p.14]

Depuis 1969, des initiatives ont été prises pour donner à la Communauté européenne un visage plus culturel afin, selon les termes officiels, "*de contribuer à l'épanouissement de l'identité nationale*" et "*de renforcer chez les Européens le sentiment qu'au-delà de ce qui les différencie, ils ont également des valeurs communes*".

Parmi les mesures concrètes, citons la coopération entre bibliothèques dans le domaine de l'informatique, le choix d'une "capitale de la culture" (cette année, Luxembourg). Les ministres ayant la culture dans leurs attributions, ont commencé à se réunir dans une certaine discrétion. La Commission octroie des aides en faveur de domaines tels que les livres et la lecture, les arts plastiques et la musique, et en vue de sensibiliser le public au patrimoine culturel européen dans le domaine architectonique.

A cet égard, le traité de Maastricht, de 1993, offre une base plus large que l'ancien traité instituant la CEE. L'Union européenne, peut-on y lire, contribue à l'épanouissement de la culture nationale, mais elle met également l'accent sur l'importance du patrimoine communautaire. Voilà de nobles pensées, dira-t-on. Toutefois, quiconque y regarde de plus près, sera surpris par le travail réalisé par moins de 23 personnes au sein de la Commission européenne.

Parmi les résultats les plus remarquables citons le programme "Kaléidoscope" relatif des projets qui sont organisés par trois pays au moins que ce soit, pour citer des exemples récents, un cycle de manifestations musicales, une exposition itinérante d'art moderne présentée dans plusieurs villes baroques, une conférence internationale sur l'enseignement de la musique ou un congrès sur la place réservée dans la presse aux thèmes culturels. Les contacts culturels avec des pays extra-communautaires n'en sont pas oubliés pour autant. Les accords de coopération conclus avec l'Europe orientale et l'Amérique latine contiennent des paragraphes relatifs à la culture. L'Orchestre des jeunes et l'Orchestre baroque de la Communauté européenne font des tournées dans le monde entier, du Japon à l'Inde en passant par l'Amérique latine. Les efforts que déploie l'Union européenne dans le domaine du patrimoine architectonique revêt un caractère plus durable que la musique. L'Akademiezaal de Saint-Trond bénéficie de ces efforts, de même que le Petit théâtre du château de Seneffe ainsi que d'autres projets en Hongrie, en Pologne et dans d'autres pays d'Europe orientale.

Aujourd'hui l'Europe ce n'est donc plus seulement des tarifs sur les tomates ou des prix d'intervention dans le secteur des céréales. Y



© Matti Tirri

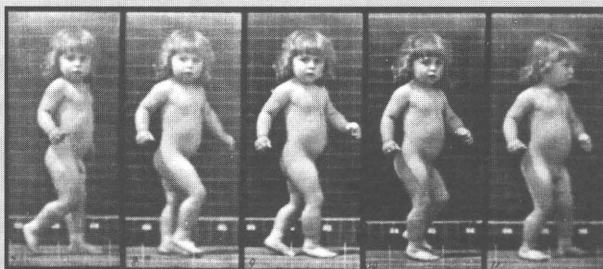
Est-il convergence des 15 Etats membres dans le domaine culturel ? Cela reste à démontrer, les livres traduits dans toutes les langues de la Communauté étant encore peu nombreux. Ce n'est un secret pour personne que certains pays (la France) veulent faire plus, tandis que d'autres (Grande-Bretagne) manifestent une réserve certaine. L'Allemagne constitue un cas à part, les Länder disposant de larges pouvoirs dans le domaine culturel.

Le service culturel de la Commission européenne vise-t-il un objectif, tel qu'il en existe dans le domaine économique, à savoir le marché commun ? "Non, répond la Commission. Et puis, la politique culturelle de l'Union n'en est encore qu'à ses débuts". A cet égard, la Commission marche sur la pointe des pieds. D'ailleurs, la procédure qui prévoit un rôle distinct pour Parlement européen et pour les gouvernements nationaux, est compliquée. Toutefois, personne ne doit craindre que l'Union impose une culture... □

Centenaire du cinéma: près de 1,7 million d'ECU

La Commission européenne a décidé d'apporter son appui à l'organisation de 75 festivals et à l'organisation du prix Europa pour promouvoir les films européens et encourager leur diffusion dans les différents Etats membres. Ces manifestations sont une bonne occasion pour les spectateurs de voir les films réalisés dans les autres Etats membres et qui souvent ne sont jamais diffusés chez eux - seuls 20% des films européens franchissent les frontières nationales. C'est aussi l'occasion pour le public de découvrir de nouveaux talents grâce à des courts métrages réalisés par de jeunes réalisateurs et de voir d'autres films que ceux qui lui sont généralement proposés dans les salles. Au total, les 770.000 ECU qui seront déboursés par l'Union pour ces festivals permettront de montrer quelque 9.000 oeuvres à un public de 1,8 million de personnes.

Pour célébrer le centenaire du cinéma, la Commission a également décidé d'accorder cette année 925.000 ECU à 18 manifestations programmées tout au long de 1995 dans tous les Etats membres; elles permettront au public de mieux connaître la richesse du patrimoine cinématographique européen et les nouveaux développements. De très grands réalisateurs comme Bertrand Tavernier ou Wim Wenders feront revivre les grands moments du cinéma européen. La "Nuit des Studios européens", le 30 juin 1995, permettra de pénétrer dans les fabuleux studios de Cinecittà ou Babelsberg, tandis que l'exposition "Los proximos cien anos del cine" nous introduira dans le monde du futur avec ses images virtuelles et toutes les formidables possibilités qu'offrent les nouvelles technologies.

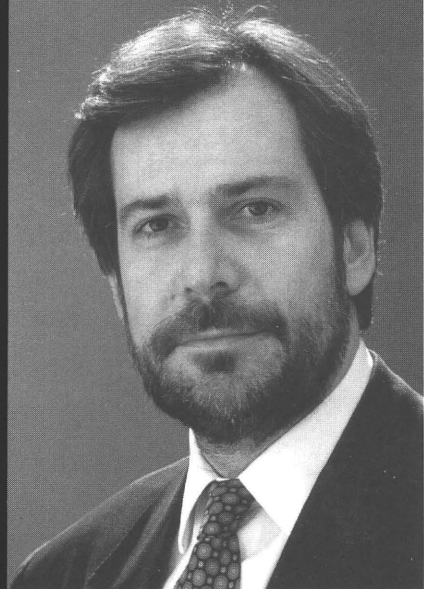


Patrimoine: un nouveau programme

La Commission européenne propose de lancer un nouveau programme de valorisation du patrimoine culturel européen. Les 67 millions d'ECU qu'elle envisage pour "RAPHAEL" devraient permettre de soutenir 300 projets de mise en valeur du patrimoine culturel. Un des objectifs prioritaires du programme est d'assurer l'accès pour tous au patrimoine et de conquérir de nouveaux publics. RAPHAEL pourra, par exemple, financer la mise en place d'une présentation multilingue dans les musées ou des projets destinés à faire connaître le patrimoine culturel européen auprès de publics spécifiques - par exemple, la création d'ateliers pour enfants.

Le programme appuiera également la coopération entre professionnels du patrimoine et autorités locales, régionales, nationales ou européennes, afin de favoriser des initiatives à caractère européen pour un meilleur accès des citoyens au patrimoine. Les projets qui utilisent des outils multimédias recevront une attention particulière.

RAPHAEL comporte également un important volet de coopération culturelle avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes, en particulier le Conseil de l'Europe.



par Christos Papoutsis,

membre de la
Commission européenne

Mieux connaître les PME pour mieux agir

Les rapports annuels de l'"Observatoire européen pour les PME" fournissent une analyse complète et utile de la situation et des perspectives des PME dans l'économie européenne. Non seulement par leur portée et par leur structure, mais aussi par l'extension progressive de leur couverture géographique qui englobe à présent presque tous les pays de l'Espace économique européen.

Un rôle vital dans la stimulation de la reprise

Les PME contribuent de façon tout à fait significative à la création d'emplois et à la croissance durable dans l'Union européenne. Vu le niveau élevé du chômage dans toute l'Europe, les PME vont jouer un rôle vital dans la stimulation de la reprise économique. Aussi, la politique à l'égard des PME prend une importance croissante.

Mais pour réussir à résoudre les problèmes des PME, il faut disposer d'informations qui ne sont généralement pas disponibles dans tous les Etats membres. Ces rapports annuels ont, entre autres atouts, celui de fournir une information riche en quantité et en qualité, souvent dans des domaines où les données sont rares, mais indispensables pour effectuer une analyse utilisable.

Le troisième rapport annuel contient comme les deux premiers, une foule de renseignements utiles à la fois pour les chefs d'entreprise et pour les responsables de la politique d'entreprise et du développement des PME.

En outre, ce rapport fait le point sur le comportement des PME dans divers domaines, et il examine les effets du marché intérieur dans des secteurs clés pour ces entreprises. Préoccupant: le rapport apporte les preuves d'une mauvaise adaptation sur le marché du travail où la demande du personnel qualifié reste insatisfaite. D'où l'accent mis sur la nécessité de promouvoir la consultation mutuelle et la

coordination afin de parvenir à un échange des "meilleures pratiques" entre les Etats membres dans plusieurs domaines.

Une deuxième génération de politique d'entreprise

La résolution du Conseil du 10 octobre 1994 a donné toute sa portée au dynamisme et au potentiel innovateur des PME. Elle a également admis que leur développement, notamment leur capacité de s'adapter aux changements, se heurtait encore à divers obstacles. Par conséquent, il faudrait un cadre simple et cohérent pour trouver les moyens de surmonter les difficultés avec le plus d'efficacité, en misant sur les points forts des PME. C'est pourquoi je crois que la publication de ce rapport vient à point. Dans un monde des affaires en mutation rapide, il réaffirme clairement que nous devons poursuivre notre engagement à améliorer l'environnement des PME et des entreprises artisanales, et à soutenir leur développement et leur adaptation.

L'Union européenne s'efforcera de stimuler et d'innover, et aussi de compléter la gamme des actions existantes dans cette nouvelle forme d'association proposée par le Programme intégré, qui constitue un facteur important pour garantir la compétitivité du secteur PME. Cela devrait préparer le terrain pour une deuxième génération de politique d'entreprise. Sa mise en oeuvre représente à l'évidence des défis majeurs, de même que des promesses tangibles pour l'avenir.

Extrait de l'avant-propos du troisième rapport
de l'Observatoire européen pour les PME (1995)

(voir détails p. 13)



décisions

Nouvelle simplification de la TVA

A partir du 1er janvier 1996, les **formalités de TVA deviendront plus simples** pour de nombreuses entreprises - et pour les administrations. La "deuxième directive de simplification" approuvée le 20 mars 1995 par le Conseil de l'Union, en attendant son adoption formelle, intéresse quatre types de transactions:

1) les ventes en chaîne portant sur des marchandises stockées en entrepôt fiscal et cotées sur des marchés à terme - pétrole, blé et métaux par exemple; 2) le transport de marchandises et les services accessoires lorsqu'ils sont directement liés à une importation dans l'Union ou à un déplacement entre les Etats membres; 3) les livraisons de marchandises destinées à des voyageurs qui les emportent hors de l'Union européenne - exonérées au-delà de 175 ECU TVA comprise; 4) les ventes de marchandises et de services destinées à des organismes auxquels s'appliquent des conventions ou des traités internationaux. La nouvelle directive évitera à bien des entreprises de devoir récupérer la TVA payée dans un Etat membre autre que le leur. En Allemagne et au Luxembourg, les dispositions concernant les ventes en chaînes n'entreront en vigueur que le 1er janvier 1997. □

Règles du jeu pour contrats à distance

Des informations préalables fournies par écrit au consommateur; une livraison dans les trente jours au plus tard; le droit pour l'acheteur de se rétracter dans les sept jours sans donner de motif, avec remboursement des avances versées. Voilà les principales **règles du jeu prévues par le Conseil de l'Union pour les ventes à distance**, dans une directive approuvée le 30 mars 1995. Cette "loi", qui doit encore passer devant le Parlement européen, devrait s'appliquer

trois ans après son adoption définitive. Contrairement à la proposition originelle de la Commission européenne, la directive exclut les services financiers; elle laisse également de côté la construction et la vente de biens immobiliers. Mais elle laisse la possibilité aux Quinze d'adopter ou de maintenir des lois nationales plus exigeantes. □

Langues et denrées alimentaires

Selon une directive approuvée par le Conseil de l'Union le 30 mars 1995, les Quinze pourront bientôt **interdire la vente des denrées alimentaires dont les étiquettes** ne présenteraient pas, dans une langue facilement comprise par le consommateur, les informations déjà obligatoires en vertu des "lois" européennes existantes. Seule exception admise: une information du consommateur assurée par d'autres moyens. Mais chacun des Quinze pourra imposer, sur son territoire, que cette information soit rédigée dans une ou plusieurs langues de son choix - parmi les langues officielles de l'Union. La directive doit encore passer devant le Parlement européen avant son adoption définitive. □

Des ECU pour les réseaux

Les 20 et 31 mars 1995, le Conseil de l'Union a approuvé le règlement qui permettra au budget européen de **soutenir la construction des réseaux transeuropéens** de transports, d'énergie et de télécommunications pour la période 1995-1999. Les

chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union ont prévu une aide communautaire de 2,34 milliards d'ECU pour ces réseaux. Le nouveau règlement, qui doit encore passer devant le Parlement européen avant son adoption finale, définit les conditions à remplir pour les projets, ainsi que les critères de sélection; il prévoit également les diverses formes d'intervention du budget européen: subventions directes, bonifications d'intérêts, cofinancement d'études, contribution aux garanties d'emprunts. Parmi les grands projets en cause, on compte plusieurs lignes de TGV. □

En bref

• **Des entreprises peuvent se trouver obligées** de communiquer certaines informations à des tiers au nom de la libre concurrence. C'est ce qui ressort d'un arrêt rendu le 6 avril 1995 par la Cour de justice européenne. Les juges ont estimé que les organismes de télévision BBC, ITV - britanniques - et RTE - irlandaise - devaient communiquer leurs programmes à l'avance aux éditeurs de guides hebdomadaires de télévision. Ils ont ainsi confirmé une décision de la Commission européenne de 1988 et un jugement du tribunal européen de première instance de 1991. □

• **Le 31 mars 1995, la Commission européenne a approuvé 32 projets novateurs** financés par le Fonds social européen pour une somme totale de 18 millions d'ECU. Objectif: dégager de nouvelles méthodes de formation professionnelle et de promotion de l'emploi. □



© CE

initiatives

Un calendrier pour la compétitivité

La Commission européenne a proposé, le 22 mars 1995, un calendrier pour **stimuler la compétitivité** de l'industrie européenne en concrétisant les actions annoncées en septembre 1994. Les actions envisagées concernent à la fois la formation professionnelle, la recherche, la coopération entre entreprises, la simplification des procédures administratives et la concurrence à l'extérieur comme à l'intérieur de l'Union. En même temps, la Commission a présenté un bilan de sa politique industrielle depuis 1990. Dans des conclusions adoptées le 7 avril 1995, le Conseil de l'Union a réservé un accueil plutôt positif aux propositions de la Commission. □

Renforcer les frontières extérieures

Pour rendre plus efficaces les contrôles douaniers aux frontières extérieures de l'Union européenne, la Commission européenne a proposé aux Quinze, le 4 avril 1995, un **programme appelé "Douane 2000"**. Avec une contribution du budget européen de 140 millions d'ECU sur cinq ans - 1996-2000 - et un financement des budgets nationaux, ce programme soutiendrait diverses actions: informatisation coordonnée des services douaniers, échanges d'expériences pour une généralisation des méthodes par le haut, amélioration de la formation des douaniers et information des entreprises - notamment les PME. □

Télévision et services informatisés

La Commission européenne a proposé aux Quinze, le 22 mars 1995, une **modification de la directive "télévision sans frontières"**; elle a indiqué en même temps qu'elle considère comme prématurée une réglementation des nouveaux services audiovisuels informatisés.

La modification proposée vise à rendre impératifs les quotas de programmes européens, tout en supprimant ces quotas au bout de dix ans. La proposition prévoit également de libéraliser le télé-achat en supprimant toute limite horaire pour les chaînes qui s'y consacrent entièrement et en étendant le maximum autorisé pour les autres chaînes. La Commission ne veut pas étendre l'application de la directive aux nouveaux services audiovisuels comme le vidéo à la carte, ou l'enseignement et les soins à distance; elle entend publier un Livre vert sur ce secteur avant la fin de l'année. □

Les pays baltes bientôt associés

Le 12 avril 1995, la **Commission européenne et des représentants des gouvernements estonien, letton et lituanien** ont paraphé trois "accords européens" qui font des pays baltes des États associés à l'Union et des adhérents potentiels. Ces accords s'inspirent de ceux déjà conclus par l'Union avec six pays d'Europe centrale et orientale - Bulgarie, Hongrie, Pologne, République Tchèque, Roumanie et Slovaquie. Les accords prévoient un rapprochement dans les domaines économique, commercial et politique. Pour entrer en vigueur, ils doivent être ratifiés par le Parlement européen, les parlements nationaux des Quinze et ceux des trois pays baltes. □

Maintien des produits traditionnels

Si le **Conseil de l'Union et le Parlement européen suivent la proposition** présentée par la Commission le 19 avril 1995, cinq États membres pourront continuer à interdire l'introduction d'additifs dans certains types de produits alimentaires traditionnels. Il s'agit de la bière allemande, de la feta grecque, du fromage de montagne autrichien, du "mämmi" finlandais - dessert à base de farine et de lait consommé autour de Pâques - et de plusieurs produits français: le pain de type "baguette", les conserves de truffes et d'escargots, et les confits d'oie, de canard et de dinde. □

Mieux appliquer les "lois" sociales

Dans une **résolution adoptée le 27 mars 1995**, le Conseil de l'Union demande à la Commission européenne de faciliter l'application des "lois" sociales européennes en évaluant mieux leur impact sur l'emploi et les PME et en renforçant encore la consultation des partenaires sociaux. La résolution demande aux Quinze de fournir à la Commission des informations plus précises sur la mise en oeuvre des "lois" sociales et d'encourager la participation des partenaires sociaux à cette mise en oeuvre. □

En bref

- Dans son rapport sur les fraudes pour l'année 1994, publié le 29 mars 1995, la Commission estime à plus d'un milliard d'ECU la perte ainsi occasionnée au budget communautaire - soit 1,2% de ce budget. Elle constate d'autre part que les procédures de transit ont donné lieu à des fraudes d'au moins 750 millions d'ECU depuis 1990 et elle propose de les informatiser. □
- Pour faire avancer le marché intérieur de l'électricité, la Commission européenne a adopté, le 22 mars 1995, un document de travail qui suggère la coexistence entre deux types d'organisation: l'accès de tiers aux réseaux - formulé libérale - et le système de l'acheteur unique, qui maintient une certaine forme de monopole. □
- Eurostat, l'office statistique européen, a réalisé une estimation de la sous-traitance dans l'aéronautique, l'automobile et le textile-habillement. Les chiffres portent sur les années 1989 à 1991. □





pme

Troisième bilan de santé annuel des PME européennes

La reprise économique en Europe est essentiellement tirée par les exportations, et les grandes entreprises en profitent davantage que les petites, révèle le troisième rapport annuel de l'Observatoire européen pour les PME. En outre, le rapport indique que la croissance de l'emploi est en retard par rapport à la croissance de la production dans les PME, si bien qu'elles ne jouent que dans une moindre mesure un rôle de pourvoyeuses d'emplois par rapport aux années 1988-93; elles compensaient alors largement les pertes d'emplois dans les grandes entreprises.

Le rapport souligne que durant les six dernières années, les **conditions économiques** dans lesquelles les PME ont pu évoluer dans les douze Etats membres ont convergé. La situation des marchés de capitaux, les politiques en matière d'innovation et de technologie, les politiques monétaires et fiscales finissent par se ressembler au sein de l'Union.

Les nouveaux Etats membres (Suède, Finlande et Autriche) et la Norvège ont rapproché leurs politiques de celles de l'Union.

L'Observatoire dénonce le **coût trop élevé des charges administratives** résultant des

législations auxquelles sont soumises les PME: on l'estime à 180-230 milliards d'ECU par an pour toute l'Union. Calculées par employé, ces charges apparaissent plus importantes que pour les grandes entreprises. Tant au niveau communautaire que national, il faut donc prendre les mesures nécessaires pour les réduire. **D'autre part, le récent ralentissement de la croissance** du nombre d'entreprises est dû à une légère diminution de la création de nouvelles entreprises et à une augmentation du nombre de faillites. Sur 10 entreprises nouvellement créées, neuf survivent un an, deux tiers atteignent les trois ans et la moitié dépasse les cinq. Sur le marché de l'emploi de l'Union, la **flexibilité** s'est améliorée. Le travail temporaire et à temps partiel semble se concentrer dans les PME, constate le rapport. Les **problèmes de recrutement** et le **manque de main-d'oeuvre qualifiée** restent des facteurs de faiblesse pour les PME. Ils les amènent souvent à opter pour les stratégies de croissance à taux de productivité élevés où la création d'emplois est restreinte. Le rapport souligne également que le nombre de **contrats obtenus par des PME pour des marchés publics** a considérablement augmenté depuis 1990; toutefois seulement 2% des marchés publics sont remportés par des entreprises situées en dehors du pays adjudicateur. Soumissionner à l'étranger pose toujours des problèmes aux PME: méconnaissance des marchés, seuils financiers trop élevés,

difficultés linguistiques, différences culturelles. Le troisième rapport annuel publié par l'Observatoire européen pour les PME a été réalisé en toute indépendance par un groupe de 16 instituts de recherche nationaux, membres du réseau ENSR (European Network for SME Research). Pour tous renseignements: EIM Small Business Research and Consultancy - P.O.Box 7001 - NL-AA Zoetermeer (Pays-Bas). □

Europartenariat après Dortmund, Lisbonne

Le 12e Europartenariat s'est tenu à Dortmund, les 20 et 21 mars 1995. Au cours des deux journées de contacts entre entreprises, 371 PME de Rhénanie du Nord-Westphalie ont accueilli 1947 chefs d'entreprise, dont 1065 des autres pays de l'Union européenne, les autres venant d'Europe centrale et orientale et du Bassin méditerranéen.

Avec plus de 100 entreprises, l'artisanat fut également bien représenté. Parallèlement à l'organisation des rencontres entre PME de Rhénanie du Nord-Westphalie et celles d'autres régions d'Europe (10.000 rendez-vous préfixés), un nouveau système informatique a permis d'établir 1.700 contacts spontanés entre visiteurs pendant les deux jours de la manifestation. Le prochain Europartenariat aura lieu à Lisbonne les 24 et 25 novembre 1995. □

Visions d'Amérique



© Fred Jourdan

◦ ◦ ◦ dans leur totalité, l'ouest et le sud de l'Espagne, le Mezzogiorno italien et l'Allemagne de l'Est, ainsi que plusieurs régions dispersées sur le territoire de l'Union: Hainaut belge et zones françaises limitrophes, Corse et départements français d'outre-mer, Flevoland néerlandais, Burgenland en Autriche, Irlande du Nord, Merseyside en Angleterre, ainsi que les Hautes Terres et les îles d'Ecosse. D'après les premières estimations des experts, grâce à l'aide européenne, la production de richesses mesurée par le produit intérieur brut (PIB) devrait atteindre en 1999, en Grèce et au Portugal, par rapport à 1994, un niveau supérieur de 3 points de pourcentage à ce qu'il aurait été sinon; en Espagne et en Irlande, ce seraient 2 points supplémentaires. □

Quelle est la vision de l'opinion américaine sur le reste du monde et notamment sur l'Europe? Tel est l'objet d'une récente étude du Chicago Council on Foreign Relations.

Première constatation: à la question de savoir où se situent leurs intérêts vitaux, 85% des Américains citent d'abord le Japon. Suivent l'Arabie Saoudite (83%), la Russie (79%), le Koweït et le Mexique (76%) et le Canada (71%).

La Chine recueille 68%, juste derrière la Grande-Bretagne (69%), mais devant l'Allemagne (66%) ou la France (39%). A la même question, les leaders d'opinion (chefs d'entreprises, hommes politiques, éditorialistes) ont placé en premier lieu la Russie et le Mexique (98%) devant le Japon (96%), la Chine (95%) et l'Arabie saoudite (94%).

Les Européens, à savoir l'Allemagne (91%), la Grande-Bretagne (82%) et la France (59%), arrivent bien après.

L'Europe ne constitue pas pour autant une menace. Seuls 27% des citoyens, et 11% des leaders, redoutent en effet une compétition économique avec l'Europe.

En 1990, ces chiffres étaient respectivement de 30 et de 41%. Bref, la "menace européenne" s'amenuise.

Les Américains craignent en réalité beaucoup plus (72%, mais 31% parmi les leaders) l'arrivée sur leur sol de réfugiés et d'immigrants, ainsi que les pays dotés de l'arme nucléaire (72% du public, 61% des leaders).

Le terrorisme (69% et 33%), la concurrence avec le Japon (62% et 21%), l'essor de la Chine (57% et 46%) ou le fondamentalisme islamiste (33% et 39%) sont également considérés comme des "menaces critiques".

Enfin, dernières données intéressant l'Europe, 49% des Américains (85% des leaders) considèrent l'union économique européenne comme une bonne chose pour les Etats-Unis contre 22% d'avis négatifs (12% du côté des leaders).

Dans le même état d'esprit, 32% des citoyens (65% des leaders) estiment équitables les relations commerciales de leur pays avec l'Europe. 35% du public et 27% des leaders les jugent en revanche inéquitables.

La même question posée par rapport au Japon donne des résultats plus tranchés: 71% des citoyens et 80% des leaders américains parlent alors de relations commerciales penchant en leur défaveur.

S.Kz

au jour le jour

12 AVRIL 1995

Pays-Bas: un parlement kurde en exil est installé à La Haye, en présence de 500 Kurdes de la diaspora, et à la fureur des autorités turques, qui parlent d'une "violation ouverte du devoir international de combattre la terreur".

16 AVRIL 1995

Pêche: après un mois de négociations acharnées, l'Union européenne et le Canada concluent un accord sur les quotas de pêche au turbot dans les eaux de Terre-Neuve. Le 9 mars, la marine canadienne avait arraisonné dans les eaux internationales un bateau de pêche espagnol, l'accusant de dépasser les quotas.

20 AVRIL 1995

Libre circulation: le ministre belge de l'Intérieur accuse la France d'avoir "gravement violé les accords de Schengen". Des

policiers français interviennent sur le territoire belge, mais refusent d'accorder le même droit en France à leurs collègues belges, sous prétexte que la France n'a pas encore voté de loi en ce sens, a-t-il expliqué. Aussi, pour dissiper tout malentendu, le ministre français aux Affaires européennes a assuré que, dans l'intervalle, les policiers français n'utiliseraient plus de leur droit de poursuite.

24 AVRIL 1995

Turquie: 80^e anniversaire du génocide des Arméniens, un génocide que la Turquie refuse toujours de reconnaître.

27 AVRIL 1994

Concurrence: suite à l'augmentation récente du prix du papier, qui pourrait être le résultat d'une entente illicite, le commissaire Karel Van Miert annonce le lancement d'une enquête en Euro-

pe, concernant une quarantaine de producteurs.

Pérou: l'Union européenne et le Pérou signent à Lima deux accords destinés l'un à augmenter les exportations des PME, l'autre à développer la formation professionnelle des jeunes de 15 à 24 ans.

28 AVRIL 1995

Libre circulation: l'Autriche adhère officiellement à la Convention de Schengen, et devient ainsi son 10^e signataire. Elle a cependant demandé un délai de 2 ans pour l'appliquer, vu ses 1400 km de frontières communes avec 5 pays d'Europe de l'Est.

2 MAI 1995

Iran: l'Union européenne rejette l'appel des Etats-Unis à rejoindre l'embargo commercial contre l'Iran, accusé par Washington de soutenir le terrorisme et de vouloir se doter de l'arme nucléaire.

7 MAI 1995

France: au second tour des élections présidentielles, Jacques Chirac l'emporte face à Lionel Jospin, avec 52,6% des voix.

8 MAI 1995

Partout en Europe: des cérémonies marquent le 50^e anniversaire de la fin de la Seconde guerre mondiale.

9 MAI 1995

Fête de l'Europe, en l'honneur du 45^e anniversaire de la déclaration Schuman, qui fut à la naissance de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), la première des trois Communautés européennes.

publications

■ gratuites

• **Guide de vos droits en Europe. Mode d'emploi de l'Europe sans frontières (situation au 31.12.94),** The European Citizen, Guides et Documents, édité par ECAS (Euro-Citizen-Action-Service), 48 p. + addendum sur la Convention de Schengen. *Ce guide en 85 questions et réponses fait le point sur le droit communautaire applicable dans des situations transfrontalières à l'intérieur de l'Union.*

Disponible au Bureau en Belgique la C.E., rue Archimède 73, 1040 Bruxelles.

• **European Information Technology Observatory 95,** 447 p.

Cette brochure (en anglais) présente les principales données disponibles à ce jour, fournies directement par les industries concernées, et, par diverses contributions, aide à mieux comprendre les problèmes auxquels la technologie de l'information est confrontée aujourd'hui. Disponible auprès de la Commission européenne, DG III (Industrie), rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles. Fax.: 02/295.01.38.

■ en vente

- au **Moniteur belge**, rue de Louvain 40-42, 1000 Bruxelles
- à la **Librairie européenne**, rue de la Loi 244, 1040 Bruxelles
- au **CREDOC**, rue de la Montagne 34/11, 1000 Bruxelles
- **Jean de Lannoy**, avenue du Roi 202, 1060 Bruxelles, sauf si une autre adresse est indiquée:

• **"Le droit de propriété en Europe occidentale et orientale. Mutations et limites d'un droit fondamental"**, par Silvio Marcus Helmons, 214 p., éd. Academia-Bruylant, 1150 FB. *Ce volume constitue les actes d'un colloque organisé par le Centre des droits*

de l'homme de l'Université de Louvain. La première partie est consacrée à diverses réflexions philosophiques et juridiques, tandis que la seconde est centrée sur le droit de propriété en Ukraine, en Russie, en Pologne ainsi qu'en ex-RDA.

• **Poster en couleurs "1995 World Chart of Renewable Energies"**, présenté comme le seul document à ce jour qui résume la situation des Energies renouvelables dans 168 pays du monde. Rens.: Techenerg Limited, Dollard House, Wellington Quay, Dublin 2, Irlande. Fax: 00-353-1 679 64 70.

L'enlèvement d'Europe

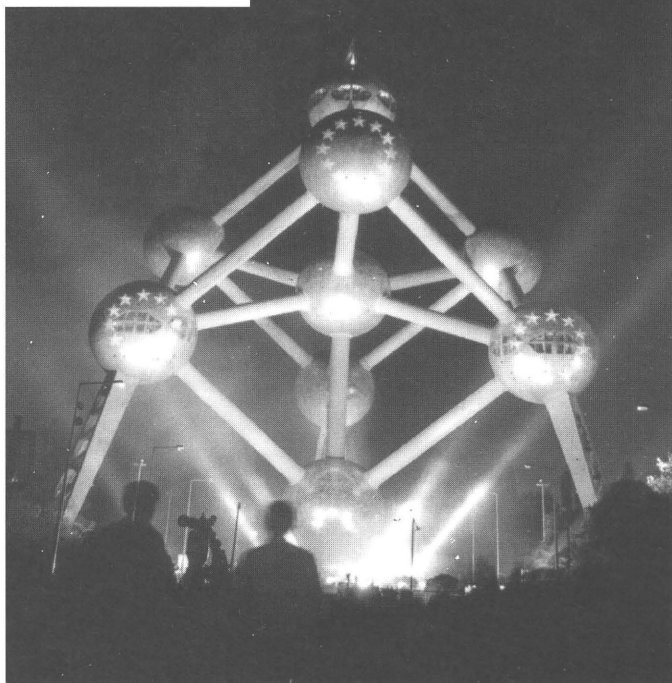
"L'histoire de l'Europe? Elle remonte au mythe de l'enlèvement de la fille d'Agénor, roi de Phénicie.

Or, la princesse s'appelait Europe. Pour séduire cette jolie fille, Zeus prit la forme d'un taureau blanc et s'approcha de la plage de Tyr où la princesse jouait avec des amies.

Après que la jeune fille eut orné de fleurs le taureau et fut montée sur son dos, Zeus s'enfonça dans les flots, enlevant la princesse, et accosta en Crète. De leur union naquirent trois fils."

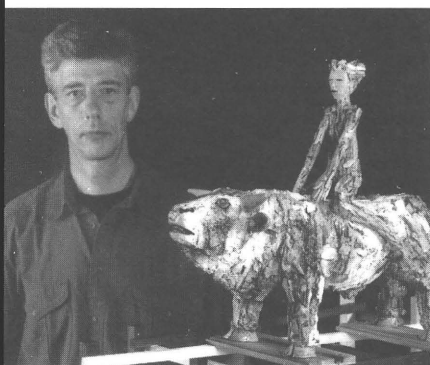
Ce mythe grec est le résumé poétique des origines de la civilisation européenne en Mer Egée.

Europe aurait donné son nom à la partie du monde où elle arriva après avoir été enlevée par Zeus.



L'Atomium
le soir du 9 mai

Le Bureau en Belgique de la Commission européenne a demandé au céramiste **Georges Blom** (°1947, Rotem) de représenter ce mythe. Son oeuvre (*photo de gauche*) est exposée à Mini Europe, dans le complexe Bruparck à Bruxelles, et rappelle aux visiteurs les sources de la civilisation européenne. Elle a été inaugurée le 9 mai par **M. Karel Van Miert**, commissaire européen, et par **M. François-Xavier de Donnée**, bourgmestre de Bruxelles (*ph. de droite*).



ILS ONT DIT OU ÉCRIT

Les souhaits des journalistes de la télé sont inconciliables avec les responsabilités d'un chef militaire. Le journaliste de la télé veut une réponse courte, susceptible d'être insérée dans le "timing" des infos. Ce qui ne permet évidemment pas de décrire une situation de manière complète (...) Si la télévision avait existé durant la Seconde guerre mondiale, nous aurions eu droit à des dizaines d'interviews de Hitler à Berchtesgaden".

Le général Francis Briquemont, ex-responsable des Casques bleus en Bosnie, dans "Intermédiaire"

Le couple franco-allemand assumera toujours un rôle moteur; il lui revient d'arrêter une position commune pour la conférence de 1996. Je suis favorable à un conseil des ministres renforcé, à une Commission travaillant sur des mandats précis, à une association plus étroite des Parlements nationaux et à l'institution d'un président du Conseil européen.

Jacques Chirac,
nouveau président de la France

Il faudrait être naïf ou n'avoir tiré aucun enseignement des mille ans d'histoire européenne pour croire que la paix et la prospérité peuvent fleurir durablement dans une seule partie de l'Europe sans tenir compte de ce qui se passe dans l'autre.

Vaclav Havel,
président de la République
Tchèque, dans "Le Soir"
du 27 avril 1995.

Secrétaire de rédaction:
François JANNE D'OTHÉE

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs et n'expriment pas nécessairement la position de la Commission.

La reproduction des articles est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et envoi au Bureau en Belgique de la publication.

© CECA-CEE-CEEA
Bruxelles-Luxembourg 1995
CC-AH-95-005-FR-C

Lay-out et mise en page:
Kaligram



Robert Schuman

Le morcellement de l'Europe est devenu un abus de anachronisme